

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Pulse of Europe
- **Prénom**
Toulouse
- **Adresse**
11 bis Impasse des Vignerons 31170 Tournefeuille
- **Raison sociale**
Association Loi 1901

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
"L'Europe des réalisations concrètes"
- **Description de l'activité**
Atelier participatif : En référence à la citation de Robert Schuman, dans sa déclaration historique du 9 mai 1950 : «L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait."
Comment les politiques européennes pourraient-elles davantage favoriser l'émergence d'une "Europe des faits" ?
- **Date et heure**
7 octobre 2018 à 15:30
- **Lieu**
Salle Giacomo, 3 Allée du Niger 31000 Toulouse
- **Nombre de participants**
25

- **Catégories de publics présents**

Salariés secteur public et privé, universitaires, , étudiants, retraités, membres d'Association...

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**

Présentation de la thématique par trois témoins: * M. Jean-Claude DARDELET, Conseiller Délégué, Vice-Président de Toulouse Métropole en charge des affaires européennes et du développement international. * M. Jürgen KNÖDLSEDER, astrophysicien à l'IRAP (CNRS & Université Paul-Sabatier). * M. Gilles FAITOT, manager dans l'industrie pharmaceutique.

Jean-Claude DARDELET, Vice-Président de Toulouse Métropole en charge des affaires européennes et du développement international, a témoigné de son expérience des réalisations de l'Europe au cours de son parcours professionnel au sein de l'industrie spatiale puis comme élu en charge des affaires européennes à Toulouse Métropole. Il a évoqué les programmes EGNOS, GALILEO, leur développement progressif à travers plusieurs partenariats (GIE, PPP, consortium) et les efforts accomplis pour réunir le cadre institutionnel et les fonds nécessaires à leur développement. En matière aérienne, les programmes européens SESAR et Clean-Sky assurent la sécurité et l'écologie aérienne des pays européens à un coût et avec une complexité bien inférieurs à ce qu'on pourrait observer sans l'Europe. L'ensemble de ces systèmes, y compris Copernicus, assure la place et l'influence de l'Union dans l'échiquier mondial ainsi que la pérennité et l'indépendance spatiale et aérienne de l'Europe. Celle-ci contribue au développement des transports, secteur qui influence directement au moins 30% de notre économie.

La métropole toulousaine, pour sa part, amplifie ses actions pour bénéficier des fonds européens comme jamais auparavant. Tant au travers du FEDER que des fonds de Recherche, tant au travers de la Région que directement auprès de Bruxelles. Les Métropoles nouvellement créées, comptent au côté des Régions, et doivent compter davantage encore.

Ces fonds contribuent par exemple au financement du téléphérique urbain, au nouveau planétarium de la Cité de l'Espace, à la troisième ligne de métro, au bâtiment B612 (pôle dédié à l'innovation dans les domaines du spatial et de l'aéronautique), mais aussi, par exemple, à des travaux de recherche sur la lutte contre la radicalisation, à l'adaptation aux changements climatiques ou aux transports routiers. Sans oublier bien entendu Erasmus, les arts, la culture, etc.

Grace aux financements européens, les projets prennent une autre dimension car ils imposent d'innover, d'impliquer de nouveaux partenaires, de s'inscrire dans la durée, ici et ailleurs, répondant aux grands enjeux auxquels nous devons collectivement faire face.

Selon Jürgen KNÖDLSEDER, astrophysicien à l'IRAP (CNRS & Université Paul-Sabatier), les projets européens permettent de réunir des compétences qui feraient défaut au seul niveau national et qui demandent beaucoup de temps. Par ailleurs, la programmation spatiale est un domaine très concurrentiel. Les dépenses de l'ESA (agence spatiale européenne) dans chaque pays sont au prorata de leur contribution, ce

qui entraîne des contraintes financières. Ainsi le programme ARIANE 6 montre la difficulté d'être compétitif face à des pays qui fabriquent des lanceurs en masse. Dans le cas de grands projets «au sol» tels que ceux de la feuille de route ESFRI, force est de constater que le «chacun pour soi» est la règle et qu'il est difficile de concevoir un montage financier pérenne avec des gouvernements qui changent. Ceci entraîne des pertes de temps, de financement et une grande complexité de mise en œuvre. Face à des concurrents tels que les USA ou la Chine, l'Union Européenne devrait définir des priorités et mettre directement des moyens financiers dans ces projets.

Gilles FAITOT, Manager dans l'industrie pharmaceutique, a fait toute sa carrière dans l'industrie pharmaceutique. Il s'agit d'un secteur majeur en Europe qui concerne directement le quotidien des gens. Il est extrêmement lié aux systèmes de protection sociale existant dans les Etats-membres. Les révolutions thérapeutiques du XXème siècle sont à l'origine de l'Europe du médicament. Les nouveaux traitements ont incité à la régulation étatique d'abord concurrentielle ensuite, mettant face à face des expertises diverses issues d'un patrimoine culturel différent et de systèmes de santé divergents. La mise en œuvre d'une politique européenne du médicament passe par une multitude de procédures qui n'évitent pas des différences de prix d'un médicament d'un pays à l'autre. Depuis 1995, une agence européenne des médicaments, bientôt transférée aux Pays-Bas, assure le contrôle et le suivi de la sécurité des médicaments à usage humain et vétérinaire dans l'UE. L'agence remplit sa mission en facilitant dans l'UE la mise au point des médicaments, l'évaluation des demandes d'autorisation de mise sur le marché, le contrôle et la sécurité des médicaments tout au long de leur cycle de vie, et en fournissant des informations aux patients et professionnels de santé. Les nombreuses associations de patients participent activement aux systèmes de régulation de ce secteur.

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**

1. Bâtir l'identité européenne
2. Engager résolument l'Europe dans des grands projets concrets
3. Mieux communiquer pour donner envie d'Europe
4. Démocratiser l'Europe et revoir la gouvernance européenne en n'hésitant pas à innover et bousculer l'existant

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Les questions récurrentes:

Comment se sentir davantage européen?

Comment donner envie d'Europe?

Comment démocratiser l'Europe?

Comment favoriser davantage la mise en commun des compétences européennes?

- **Pistes de proposition formulées**

1. Bâtir l'identité européenne à travers la culture, le sport, l'enseignement, les

symboles de l'Europe:

Se sentir européen nécessite de partager une culture européenne. Plusieurs pistes d'action peuvent contribuer à forger ce sentiment d'appartenance à l'Europe :

- La culture européenne et ses valeurs devraient être promues dès le plus jeune âge, par exemple à travers la lecture et de nombreux autres supports;
- La musique –langue commune qui transcende les frontières- et le sport sont des vecteurs d'identité qui doivent être largement promus au travers d'événements européens (sur le modèle, par exemple, de l'Eurovision) ;
- Les voyages, par leur caractère initiatique, façonnent cette identité. Le programme ERASMUS devrait toucher des publics encore plus larges (un «ERASMUS pré-bac» par exemple); un ERASMUS élargi pourrait être ouvert à tout européen pour au moins deux mois, sous forme d'ateliers et/ou d'échanges, en assortissant cette initiative d'un apprentissage de la langue et d'une obligation de retours d'expériences et de contrôle. Pour pallier les coûts inhérents aux déplacements, des actions destinées à «faire venir l'Europe chez nous », telles que les semaines ou mois de l'Europe ou différents festivals, devraient être encouragés;
- Plus largement, les programmes scolaires devraient être européanisés, tant sur le plan de l'enseignement d'une histoire européenne validée par tous les Etats, que par l'enseignement des langues, l'anglais dès la maternelle et 1 ou 2 langues des pays frontaliers; pour cela, la formation des enseignants devrait être elle-même européanisée ; les programmes devraient s'ouvrir à de nouvelles matières s'inspirant des bonnes pratiques d'autres Etats-Membres, les écoles européennes être généralisées; les collégiens pourraient passer un semestre dans un autre pays d'Europe; enfin, l'harmonisation des cursus et la reconnaissance des diplômes doivent être activement poursuivis ;
- Dans le secteur public, des échanges de personnels (job-shadowing), l'accomplissement d'un service civique dans un autre Etat-membre, sont autant de pistes à privilégier; la gestion des carrières et la formation continue devraient prendre en compte une expérience européenne; - Les jobs d'été et l'apprentissage devraient intégrer des expériences européennes en touchant toutes les classes d'âges et tous les milieux sociaux, en particulier la population des quartiers difficiles ;
- La symbolique européenne devrait être renforcée par la création d'un jour férié européen, l'inscription de la devise européenne "Unis dans la diversité" sur les bâtiments publics et sur le passeport, la création d'un passeport véritablement européen, des paroles données à l'hymne européen; enfin, la part de l'impôt revenant à l'Europe pourrait apparaître dans les formulaires d'impôt ;
- Il conviendrait de renforcer les actions de lutte contre les réseaux européens qui «fonctionnent» : drogue, terrorisme, armes.

2. Engager résolument l'Europe dans des grands projets concrets :

- demander que les candidats aux élections européennes se présentent comme les «champions» d'un ou plusieurs projets concrets -pas seulement dans les domaines technologiques mais aussi culturels et sociaux- et qu'ils fassent connaître leur impact sur la vie des citoyens;
- promouvoir des grands projets dans les domaines de l'intelligence artificielle, du numérique et de la digitalisation, de la transition écologique, de l'éducation, des infrastructures et des transports, de la recherche, ainsi que dans le domaine social (harmonisation fiscale);
- prioriser les projets et permettre leur conception véritablement européenne par l'obligation de provisionner une part du PIB sur un fonds européen dédié;
- amener nos agences européennes (ESA, EMA, etc.) à remplir un rôle de coordination

des projets de recherche; renforcer la recherche européenne dans le domaine de l'agriculture qui reste trop nationale;

- dans un contexte de rachat d'entreprises européennes par des sociétés d'Amérique du nord dans des domaines souvent stratégiques, il serait bon de s'inspirer de l'exemple des groupements européens tels qu'AIRBUS ou l'ESA ; l'idée est de créer sur ce modèle des regroupements dans le cadre d'une véritable politique industrielle commune (PIC); cette PIC comporterait des volets d'évaluations technique, sociale, économique et de facilitation financière et concernerait de nombreux secteurs (construction navale, intelligence artificielle, énergies renouvelables) soumis à une règle de «préférence européenne».

3. Mieux communiquer pour donner envie d'Europe:

- Les médias devraient intégrer davantage une dimension européenne à l'exemple de la chaîne franco-allemande ARTE qui devrait être étendue à d'autres pays frontaliers ; une «Europe ludique» pourrait être encouragée par des actions telles que l'émission de télévision «inter villes» ;

- les réalisations européennes devraient être davantage mises en avant dans les grands médias nationaux ou régionaux, mais aussi dans les réseaux sociaux, et les financements européens rendus visibles à travers une plateforme unique de suivi des projets;

- le grand public devrait être sensibilisé à la nécessité de s'unir face à la concurrence internationale;

- Il serait enfin utile de disposer d'une plateforme sur les emplois disponibles en Europe;

4. Démocratiser l'Europe et revoir la gouvernance européenne en n'hésitant pas à innover et bousculer l'existant :

- une même date dans tous les Etats-Membres pour les élections européennes (qui s'étalent actuellement sur plusieurs jours) et des listes transnationales;

- ne pas s'interdire d'ouvrir le débat sur la modification des traités; remplacer les institutions européennes par un système institutionnel résolument fédéral;

- créer dans chaque pays européen une ambassade d'Europe; Désigner des «hangouts men» européens jouant un rôle de médiateur entre institutions et citoyens;

- organiser des rencontres publiques avec les Députés européens et entre les Députés européens et les députés nationaux.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

L'atelier s'est déroulé dans un esprit convivial et studieux. L'intervention de nos trois témoins a permis d'introduire le débat et de donner un aperçu concret de l'Europe à Toulouse, en particulier dans le domaine de l'aérospatial. Nous étions 4 membres de Pulse of Europe et nous avons constitué des petits groupes de 5 à 6 personnes. Chaque

groupe a nommé un rapporteur qui en fin de séance a présenté publiquement les solutions proposées après avoir identifié idées et défis. Chaque intervention a suscité un échange: questions, remarques, réponses. Des photos et une courte vidéo ont été réalisées au cours de cet atelier. En conclusion, nous retenons trois points essentiels:

- 1- Bâtir et promouvoir une véritable identité européenne dès le plus jeune âge.
- 2- Instaurer une véritable politique industrielle commune (PIC) dans de nombreux secteurs clé et à haute valeur ajoutée.
- 3- Démocratiser l'Europe dans sa gouvernance et dans sa communication.